

# LES EAUX DU JOURDAIN, RESSOURCE RARE : UN PARTAGE IMPOSSIBLE ?

Conférence du 23 mars 2022 de Michel MIETTON, Docteur en Géographie, Professeur émérite à l'Université Lyon 3 Jean Moulin.

## Pourquoi ce sujet ?

Lorsque nous évoquons le conflit israélo-palestinien, nous abordons d'abord les problèmes des réfugiés, des frontières ou encore la colonisation. Mais la question de l'eau est tout aussi essentielle pour les habitants : c'est un problème ancien qui reste malheureusement encore d'actualité.

### 1. État des lieux

En Palestine, Jordanie et Syrie le manque d'eau s'accroît depuis les années 2000. En moyenne, toutes consommations confondues (domestique, agricole, industrielle) elles atteignent :

- 310 m<sup>3</sup> par habitant par an (2015) pour les Israéliens,
- 40 m<sup>3</sup> par habitant par an à Gaza et 83 m<sup>3</sup> par habitant par an (2013) pour les Palestiniens,
- 150 m<sup>3</sup> par habitant par an en Jordanie (2007).

Alors que les Nations Unies définissent un seuil de pénurie absolue à 500 m<sup>3</sup> par habitant par an.

À titre de comparaison, un Français consomme en moyenne 1800 m<sup>3</sup> par an. Une situation alarmante.

### 2. Le conflit majeur pour l'eau entre Israël et la Palestine.

#### A. Le Contexte politique

Il existe de très fortes tensions régionales historiques entre le Liban, la Syrie, la Jordanie, la Palestine et Israël. Le bassin du **Jourdain** est transfrontalier entre ces pays et le Jourdain lui-même et son affluent le Yarmouk sont eux-mêmes des frontières. Des conflits pour le partage de l'eau préexistaient à la création de l'État d'Israël : les Sionistes s'en sont préoccupés très vite, avançant même l'idée d'inclure dans les limites du « foyer national juif » la grande rivière Litani et le château d'eau naturel du mont Hermon au Liban.

Au milieu des rivalités frontalières entre la France, la Grande-Bretagne (mandataires de la Société Des Nations pour ces territoires) et les Sionistes, l'investissement financier d'Edmond de ROTHSCHILD et l'activisme politique de Pinhas RUTENBERG permettent néanmoins la création de la société MEKOROT en 1937, devenue la compagnie nationale des eaux d'Israël et la principale agence du pays pour la gestion.

Tant pour l'eau que pour la production d'électricité, de nombreux plans d'aménagement du bassin du Jourdain ont commencé à voir le jour : le plan HAYES en 1953, le plan COTTON en 1954, le plan JOHNSTON en 1955, proposé par les Américains et accepté techniquement par les experts mais rejeté pour des raisons politiques.

La guerre des six jours (1967) a entraîné beaucoup de contrôles et de blocages sur les sources d'eau pour affaiblir l'ennemi, en restreignant plusieurs approvisionnements. C'est Israël qui a remporté le plus grand nombre de captages d'eaux à la suite de cette guerre.

#### B. Le contexte climatique et hydrogéologique

Les précipitations moyennes annuelles sont inégalement réparties, allant de 1000 mm par an au Nord à moins de 200 mm par an au sud et Sud-Est.

Le potentiel d'écoulement annuel moyen d'environ du bassin du Jourdain est de 1500 mm<sup>3</sup> par an dont **environ 70 % se forme au Liban et en Syrie, mais contrôlé à 90 % par Israël** en particulier par l'aqueduc national d'Israël qui en pompe plus de la moitié. Cet aqueduc a été bien sûr très vite contesté, en particulier par le premier attentat de l'OLP.

Le sous-sol recèle quatre aquifères présents principalement en Cisjordanie, en Israël et à Gaza : l'aquifère nord-oriental, l'aquifère occidental, l'aquifère oriental, l'aquifère côtier. Ces terrains perméables permettent l'écoulement d'une nappe souterraine et le captage de l'eau. Cependant ils sont tous globalement surexploités, les recharges annuelles moyennes ne compensant pas les prélèvements.

### C. Un partage inégal et un détournement

Une situation injuste en Cisjordanie :

« Les arabes n'auront pas plus d'eau que ce qu'ils consomment actuellement » a déclaré le général Moshe DAYAN à la fin des années 70, ce qui laisse entrevoir une situation difficile pour une population croissante.

Le prix de l'eau d'irrigation payé à MEKOROT par les paysans palestiniens est 4 à 5 fois plus élevé que le prix fixé pour les Israéliens. Des coupures d'eaux sont fréquentes et volontaires, et l'entretien du réseau palestinien est très mauvais.

La situation est particulièrement difficile pour 200 petits villages (environ 200 000 habitants), qui sont obligés de s'approvisionner dans des camions citernes, des sources lointaines, ou par le creusement de citernes à impluvium (souvent détruites par les forces d'occupation). L'édification du mur de séparation en 2002 de 720 km le long de la ligne dite « verte » entre Israël et la Palestine a souvent séparé la source d'un côté des terres agricoles à irriguer de l'autre !

En d'autres termes, les Palestiniens ne disposent que d'un accès très limité à l'eau potable contrairement aux Israéliens.

Une situation dramatique à Gaza : une prison à ciel ouvert de 2 millions habitants sur 365 km<sup>2</sup> où la consommation d'eau de 150 millions de m<sup>3</sup> par an excède toujours la recharge de 90 millions de m<sup>3</sup> par an.

En conséquence, qualitativement, l'eau est devenue très majoritairement impropre à la consommation. De plus les attaques de 2008, 2012, 2014 et le blocus israélien ont entraîné un manque de matériaux et d'équipements nécessaires à la réparation et l'entretien des réseaux.

### 3. Quelles solutions pour l'avenir ?

Les quelques tentatives d'accords entre pays, comme l'importation d'eau du Litani au Liban ou le projet d'aqueduc de la Paix avec la Turquie, ont toutes échoué. Par contre quelques « avancées » sur des projets limités peuvent laisser espérer une réelle réussite :

- Accord jordano-syrien de 1987 pour le barrage de l'Unité sur le Yarmouk
- Accord de paix jordano-israélien de 1994 à forte composante hydraulique
- Accord jordano-israélien de novembre 2021 « de l'eau contre du solaire »

Des économies d'eau ? 86% des eaux usées sont recyclées en Israël principalement dans l'agriculture, à des tarifs bien inférieurs à celui de l'eau potable. Reste l'irrigation au goutte à goutte.

Le dessalement de l'eau de mer ? Israël détient déjà cinq usines sur le littoral, donc cela leur donne deux autres moyens de s'alimenter en eau potable en plus des sources habituelles. Les autres pays voisins n'ont pas ce privilège, et la petite usine de dessalement de Gaza a été détruite en 2014.

### Conclusion

La pénurie de l'eau en Israël-Palestine-Jordanie ne fait apparemment que s'aggraver. La question politique du partage reste entière, car Israël contrôle plus de 90 % des eaux du Jourdain et près de 20 % de celles du Yarmouk, soit plus que ce que le dernier plan Johnston prévoyait.

Selon les experts de la Banque Mondiale, un Israélien dispose de 4 à 7 fois plus d'eau qu'un Palestinien.

Les situations de crise qui s'annoncent avec le réchauffement climatique créeront-elles un sursaut de solidarité et de coopération ?